Consortium de Solidarité avec Madagascar

La Lettre [n°7-8]

http://madagasconsortium.free.fr

mai 2006

Sommaire:

***La Lettre du Consortium*: premier bilan** (p.01)
Editorial. **Société civile et politique** (p.01)
Santé publique. **Face au neuropalu, à la dengue et au chik...** (p.02)
11-12 mai, à Antananarivo : **Assises de la Coopération décentralisée** (p.03)
Opinion. **Ah, le « retour » du *Vazaha* !...** (p.03)
Altermondialisation. **« À Bamako, le FSMp2006 fut beau et combatif ! »** (p.04)
Partenaire malgache. **L'ONG Taratra** (p.05)
Actions et projets. **La coopération ENM (Auxerre) - population de Befotaka-Nord et environs** (p.08)
Echos du Capricorne et Zooma Capricorne. **Passions malgaches sur les ondes multiculturelles franciliennes...** (p.09)
Livre. **Aux origines du mai malgache. Désir d'école et compétition sociale, 1951-1972** (p.11)
Réfugiés et apatrides. **Madagascar : « pays sûr », pour l'OFPRA** (p.11)
Brèves. *** Clin d'œil aux administrateurs civils** (p.11) *** Chronique de la misère au quotidien** (p.12)

Le mot de la Rédaction

La Lettre du Consortium : premier bilan

Après un an d'existence, *La Lettre du Consortium* affiche un bilan plutôt positif. Six numéros bimensuels sont parus, avec la volonté d'approcher progressivement d'un rythme de parution régulier. Initialement composée de quatre pages, puis petit à petit renforcée par des contributions plus nombreuses et plus longues, *La Lettre* traite de rubriques variées, axées autour d'une volonté de rendre plus lisible l'actualité de la Grande Ile. Les sujets régulièrement traités sont principalement l'économie malgache, la situation politique locale, l'état des lieux social (syndicats, santé, conditions de vie au quotidien, en insistant sur l'actualité de la société civile), les relations avec la France et l'actualité culturelle, avec également à chaque numéro un coup de projecteur sur une des associations membres (ENM, Ccfd, Survie, DRV-Repeurope etc.). Une équipe régulière de 5-6 personnes fait vivre le projet, renforcée de « correspondants » pour certains sujets (les relations avec les églises, les syndicats, la dette etc.). La diffusion est importante : nous avons un fichier de plus de 600 noms, comprenant bien sûr des lecteurs individuels mais couvrant également le réseau des médias malgaches et français. Les retours sont favorables, et certains lecteurs soulignent le bénéfice qu'ils tirent de la lecture de *la Lettre* dans leur contexte professionnel. Il reste cependant beaucoup à faire, principalement pour une meilleure gestion de l'interface avec les lecteurs, et pour la couverture de l'actualité politique. Il est question aussi de mettre en place un « baromètre » économique, constitué d'indicateurs chiffrés permettant de se repérer : coût de la vie, PNB etc., dans une présentation lisible. Il nous faudra sans doute pour tous ces projets « recruter » de nouveaux rédacteurs. Avis aux amateurs !

>> La Rédaction

Editorial

Société civile et politique

Dans l'éditorial de la dernière *Lettre du Forum de Delphes* (n° 63), son animatrice Sophia Mappa s'interroge sur les discours relatifs aux vertus de la Société Civile dans la conjoncture actuelle, marquée entre autres choses par la crise du politique.

« En effet, constate-t-elle, si les uns prônent la régulation par le marché et le retrait de l'État, les autres notamment les ONG, opposent la vitalité de la société civile à la "dévitalisation des partis politiques" et la "réinvention du système démocratique", tout en dénonçant le marché comme responsable premier des problèmes sociaux alors qu'elles-mêmes en sont la résultante. » Elle s'interroge sur cette deuxième conception « qui mérite d'être élucidée en raison des clivages entre le discours et la réalité. »

Son raisonnement s'appuie sur les pratiques des ASI (associations de solidarité internationales) et ONG dans les

domaines du logement, de la santé, l'éducation, l'aide au développement... et elle conclut que « la société civile participe du morcellement social et politique ambiant, et de la montée des corporatismes, mais aussi de la dépolitisation des enjeux. » Le symptôme premier de cette dépolitisation, selon Sophia Mappa, est « la technocratisation de nombreux organismes de la société civile... On a du mal à trouver des lieux de pensée critique au sein de la société civile, sur ses propres actions et leurs effets sociaux et politiques. Le débat sur la finalité des actions est pratiquement absent. À sa place, on peut observer la montée en puissance d'un discours consensuel qui censure la divergence et la pensée complexe, qualifiée de compliquée, alors que les objectifs affichés n'arrivent pas à être réalisés ».

Ce discours sur la « dépolitisation des enjeux », que constate l'éditorialiste du *Forum de Delphes*, n'est pas pour nous déplaire. C'est bien celle que nous rencontrons dans ce milieu de plus en plus technocratique des ONG. Encore faut-il pouvoir distinguer entre ONG du Sud et du Nord, sociétés civiles du Sud et du Nord, même si nous connaissons bien la dépendance financière des unes et des autres vis à vis des bailleurs de fonds.

>> *Jean-Yves Barrère*

Santé publique.

Face au neuropalu, à la dengue et au chik...

Du mois d'octobre 2005 à février 2006, une grave « épidémie » de maladies 'nouvelles' a sévi dans la ville de Toamasina (Tamatave) et ses alentours, se rajoutant à une recrudescence du paludisme endémique. L'ampleur de la catastrophe a nécessité la création d'un Comité Provincial de Secours (CPS) chargé de la gestion des risques et des catastrophes au niveau de la province de Toamasina selon l'arrêté provincial n° 290/2006/MIRA/DS/PA/TOA.

Le neuropaludisme, la dengue et le chikungunya se sont abattus sur la population. Si l'existence des symptômes caractérisant ces trois pathologies ne donne lieu à aucun débat actuellement, le caractère nouveau de la dengue a posé problème car beaucoup de temps a passé entre l'apparition des premiers cas de fièvre hémorragique et l'identification de la maladie par les médecins et donc la prescription et l'administration des traitements adéquats.

Le qualificatif d'‘épidémie' pour le « chik » à Madagascar a fait l'objet de contestation de la part des autorités qui ont parlé de « cas sporadiques », expression qui continue à provoquer des réactions variant entre l'ironie et le dépit de la part des habitants de Toamasina.

Ces derniers insistent sur l'idée que les statistiques officielles ne peuvent tenir compte que des cas d'hospitalisation alors que des effectifs importants mais non dénombrés de malades ont consulté et ont été soignés dans les centres médicaux privés et surtout à domicile : certains médecins ont dû ausculter des patients et rédiger des ordonnances alors qu'ils étaient eux-mêmes alités à l'hôpital ou chez eux.

En l'absence de statistiques fiables, les indicateurs suivants sont utilisés par les habitants et des acteurs du secteur santé de la ville pour décrire la situation. Dans toutes les familles – souvent composées de 7 à 8 personnes – 100% des membres sont tombés malades ou, au mieux, une seule personne est sortie indemne, souvent le père de famille. Tous les hôpitaux, centres médicaux et pharmacies ont dû rester ouverts 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La gravité des maladies a rendu indispensables les injections et perfusions, les ordonnances contenaient donc des médicaments mais également le petit matériel de soins tels que seringues, aiguilles et perfuseurs. Les files d'attente étaient tellement longues devant les pharmacies en raison de l'affluence que lorsque votre tour arrivait, le stock du médicament ou du matériel concerné venait d'être épuisé et il fallait refaire la queue devant un autre point de vente pendant plus d'une heure.

Une quantité importante de patients a été atteinte de l'une et/ou l'autre de ces maladies à deux ou trois reprises au cours de la période citée et comme le chik s'est manifesté par des douleurs articulaires invalidantes sans fièvre, les populations se sont souvent automédiquées aux antalgiques – évitant soigneusement l'aspirine « qui favorise les hémorragies ». D'autant plus que de nombreuses familles ont vu leurs difficultés financières s'aggraver à la suite des dépenses de soins importantes occasionnées par les nombreuses maladies de leurs membres. L'état de fatigue et d'épuisement des habitants ou le retard/absence de l'administration de traitements ont provoqué de nombreux décès.

Si les organismes, associations et ONG qui travaillaient déjà sur place ont beaucoup aidé dans l'approvisionnement en médicaments et aux soins des populations démunies, les Tamataviens ont déploré l'arrivée tardive des dons de médicaments et autres vers le mois de février 2006. Mais cette contribution humanitaire ne sera sûrement pas inutile puisque les habitants redoutent déjà une recrudescence de catastrophes identiques en octobre-novembre 2006 à la reprise de la saison des pluies, en raison de l'absence de mesures préventives d'éradication des causes à grande échelle. Le volet « approvisionnement en eau potable, assainissement et hygiène des quartiers, écoulement des eaux usées et stagnantes, enlèvement des ordures… » du Plan Communal de Développement n'a toujours pas trouvé de financement.

Le neuropaludisme, la dengue et le chik ont aujourd'hui quasiment disparu de la commune urbaine de Tamatave mais des cas persisteraient encore dans des communes environnantes. Pour des raisons de santé publique, une participation massive de toutes les instances et institutions à des actions de prévention et à long terme, devient urgente.

>> *Correspondant*

11 et 12 mai, à Antananarivo :

Assises de la Coopération Décentralisée

Au moment où nous rédigeons ce n°7-8 de *La Lettre du Consortium de solidarité avec Madagascar*, les 150 délégués français de la Coopération Décentralisée (CD) s'apprêtent à rejoindre Antananarivo pour les Assises de la Coopération Décentralisée qui s'y tiendront au Hilton les 11 et 12 mai prochain. Où les attendront 150 délégués malgaches des Villes ou Régions concernées et intéressées par ces Assises.

Nous avions évoqué dans la dernière Lettre de « nouvelles responsabilités pour le Consortium », le fait que nous ayons été désignés pour assurer la représentation des Associations de Solidarité Internationale (ASI) et ONG au sein du Comité de Pilotage chargé de préparer ces Assises de la CD à Madagascar.

Actuellement, 33 collectivités territoriales françaises (Villes, Communautés de communes, Conseils généraux, Conseils régionaux) appuient d'ores et déjà des projets de Coopération décentralisée avec des Communes, Régions ou Provinces malgaches : Antananarivo, Mahajanga, Toamasina, Fianarantsoa, Sainte-Marie, Nosy-Be, Tsihombe, Haute Matsiatra... D'autres Communes ou Régions malgaches sont intéressées à nouer des relations de CD avec des Collectivités françaises, de même que des nouvelles Collectivités françaises sont intéressées à intervenir dans des Communes ou Régions malgaches, à l'occasion de ces Assises de la Coopération Décentralisée.

Quatre Ateliers sont prévus au cours de ces Assises :

1/ Ressources financières et fiscalité locale ;
2/ Administration communale et Intercommunalité ;
3/ Maîtrise d'ouvrage et gestion de services publics ;
4/ Régions et développement économique et social.

Sur chacun de ces thèmes, des expériences seront relatées et des objectifs seront fixés pour les prochaines années, à la suite des échanges entre tous les participants à ces Ateliers.

Un certain nombre d'ONG ou d'ASI qui participent déjà en tant qu'acteurs sur le terrain ont été invitées à participer à cette rencontre : GRET, AFVP, Handicap International et d'autres qui sont des relais de Collectivités locales comme l'IRCOD en Alsace ou l'AFDI en Bretagne. D'autres ont été suggérées par le Consortium à la suite de plusieurs réunions ou d'appels à candidatures : SoaMad, Accesmad, AVSF, Solidarité Laïque, MFR, CIEDEL. Tous ceux qui n'ont pas de représentants sur place ne seront pas nécessairement présents pour des questions financières.

Le Consortium sera représenté par Mamy Ratrimoarivony, présidente de SoaMad (Solidaires avec Madagascar), et également par Didier Mauro, délégué de Solidarité Laïque à Antananarivo.

Nous ferons un compte-rendu de ces Assises dans la prochaine *Lettre*. Ces Assises ne sont pas franco-malgaches puisque d'autres partenaires, notamment allemands et suisses devraient y participer.

>> *Jean-Yves Barrère*

Opinion.

Ah, le « retour » du *Vazaha* !...

Quelques lecteurs malgaches, sans doute peu attentifs et pressés, ont trouvé dans *La Lettre* n° 5-6 des relents mal dissimulés d'une volonté néo-coloniale manifeste. Ils ont bien vite dénoncé cette manipulation qui se cachait derrière des principes rigoureux d'affichage anti-colonial. La mainmise de ces *Vazaha*, habilement masquée derrière une subtile rhétorique solidaire et non gouvernementale, avait abusé quelques Malgaches naïfs qui croyaient encore à l'internationalisme tout court. Heureusement, tout ceci a été éventé grâce à l'Internet et à la vigilance de nationaux de la Grande Île... Ouf !

Il faut sans doute rappeler à ces vigiles scrupuleux que le Consortium est né en 2002 dans la tourmente de fin juin avant la venue du Galouzeau de Villepin à Antananarivo et qu'une délégation de la société civile française, quelques *Vazaha* certes !, était venue soutenir la société civile malgache engagée dans un bras de fer avec l'ex-président malgache : nous craignions beaucoup à l'époque la vieille habitude françafricaine d'intervention entre les deux tours pour interdire toute alternance démocratique, dans un pays d'Afrique ou de l'Océan Indien.

Sur place, les nombreux militants malgaches des associations de droits de l'homme et de la solidarité internationale nous avaient encouragé à cette époque, à poursuivre notre double travail 1/ de vigilance en France vis-à-vis de cette République française jamais débarrassée de ses vieux réflexes coloniaux, mais aussi 2/ de solidarité politique avec le mouvement puissant de la société civile malgache. C'est toujours ce projet du Consortium de Solidarité avec Madagascar que nous poursuivons. Il se heurte à des incompréhensions de la part d'associations françaises soucieuses d'efficacité marketing et de longévité : elles refusent toute appréciation politique tout autant que de regarder la nature politique de leur présence sur place. Notre soutien à la « société civile malgache » suscite également une mauvaise humeur de la part des services de l'Ambassade de France mais aussi de quelques rentiers parmi les ONG françaises présentes...

En conclusion, nous reprenons *in extenso* la partie de la critique qui semble la plus exemplaire : ... moi je suis contre le gouvernement, mais l'idée ne me viendrait jamais à l'esprit de m'allier avec les diables vazaha pour revenir au pouvoir !

Dans le même numéro de *La Lettre*, nous avions invité les lecteurs à se procurer la revue *Vacarme* dont le thème central porte sur « la politique non gouvernementale ». Et nous avions cité largement le texte d'introduction de Michel Feher, comme référence à une certaine philosophie : « faire

de la politique sans aspirer ni à gouverner, ni à promouvoir de bons gouvernants, ni à abolir la différence entre gouvernants et gouvernés, tel est le programme auquel se rapporte la notion de politique non gouvernementale ».

C'est à une invitation à débattre que nous convions notre contradicteur.

>> *Jean-Yves Barrère*

Altermondialisation.

« À Bamako, le FSMp2006 fut beau et combatif ! »

[*Ce titre, en clin d'œil à l'excellent film « A Bamako, les femmes sont belles… » (1995) où la réalisatrice Christiane Succab Goldman va à la rencontre des femmes de Bamako et de Ségou qui construisent le Mali en conciliant évolution des traditions et exigences du développement ; une vingtaine de femmes y parlent d'elles-mêmes et de leurs actions avec force et humour*]

J'ai eu le privilège et le bonheur de participer au Forum social mondial polycentrique 2006 de Bamako (FSMp2006) qui s'est tenu du 18 au 24 janvier 2006 : premier forum social mondial en terre africaine. J'y étais avec une délégation de l'AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique), structure dont je fais partie de la direction. Au palais de la Culture Amadou Hampatê Ba (un des 11 sites du forum), notre exposition « Devenir de femmes, avenir d'Afrique » a drainé pendant 3 jours un public multinational très important et a suscité de riches échanges entre les militants, citoyens, élus etc. qui l'ont visitée, tandis que notre atelier « Combat des femmes pour les libertés et la démocratie » qui a fait salle pleine a rassemblé sur son plateau pour témoigner une dizaine d'intervenants dont les jeunes femmes syndicalistes Sabata Hassan (de la CDT-Niger qui a été au cœur des manifestations de la société civile nigérienne contre la vie chère en 2005) et Lucienne Kaboré [de la CGT-Burkina Faso et représentante des travailleuses de *La Gacilienne* qui venaient de faire plier la multinationaleYves Rocher (1)], mais aussi une Allemande, une Sahraouie, une Libanaise etc., intervenants attestant tous et toutes que les luttes des femmes n'étaient jamais caricaturales et avaient vraiment du sens et une portée globale et pour l'ensemble de la société.

Le Forum social mondial qui, depuis sa première édition en 2001, s'est tenu dans une ville unique (quatre fois à Porto Alegre au Brésil, sauf en 2004 à Mumbaï en Inde) a été, cette année, « polycentrique » et mobile, avec des formes continentales : en janvier en Afrique à Bamako (Mali) puis en Amérique latine à Caracas (Venezuela) et en mars en Asie à Karachi (Pakistan). Objectif de cette décentralisation : enraciner la dynamique altermondialiste dans l'ensemble des continents du Sud pour mieux coordonner les résistances à la mondialisation capitaliste.

Le Forum social mondial de Bamako a regroupé environ 20 000 participants (2), dont la moitié de Maliens et un quart de ressortissants de la sous-région. Malgré quelques petits couacs organisationnels, ce fut un rassemblement internationaliste réussi de délégués venus du monde entier, mais particulièrement de divers pays du continent, de représentants de syndicats ouvriers, d'associations de paysans, d'ONG, de différents mouvements sociaux africains, mais aussi de simples citoyens maliens des villes et des campagnes. Il a été appréciable pour de nombreux forumistes de pouvoir s'exprimer en langues locales (bamana, fuful dé…) dans de nombreux ateliers.

Montée en puissance de la société civile africaine. Construire l'internationalisme des peuples

En prélude à l'ouverture du Forum social mondial, le 18 janvier, une journée consacrée au 50ème anniversaire de la Conférence de Bandung (18-24 avril 1955) était organisée. L'*Appel du consensus de Bamako* (3), issu des travaux de cette journée, met en avant « la nécessité de passer de la conscience collective à la construction d'acteurs collectifs, populaires, pluriels et multipolaires », autrement dit : nécessité de la « construction de l'internationalisme des peuples du Sud et du Nord face aux ravages engendrés par la dictature des marchés financiers et par le déploiement mondialisé incontrôlé des multinationales… », de la « solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques face aux défis du développement du 21ème siècle… », du « consensus politique, économique et culturel alternatif à la mondialisation néolibérale et militarisée ainsi qu'à l'hégémonisme des États-Unis et de leurs alliés… ».

Adossée à cet « Appel de Bamako », il y eut la *Contribution de l'assemblée générale des mouvements sociaux du forum social mondial* ou AGMSFSM. En effet, l'AGMSFSM qui s'est tenue en fin de forum a précisé les termes et perspectives de l'implication de l'Afrique dans la dynamique de l'altermondialisation ; elle a dénoncé les conséquences en Afrique, comme partout ailleurs, des politiques libérales et néo-coloniales engendrées par la globalisation des échanges commerciaux, sous les auspices des grandes puissances et des instances internationales comme l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI avec son avatar le NEPAD : développement de la pauvreté, de la précarité, des carences en matière de santé, d'éducation et de biens de première nécessité (eau, nourriture, énergie, logement etc.), mais aussi privation des droits sociaux, civiques et économiques les plus élémentaires. L'AGMSFSM a appelé à démasquer les vraies motivations et les vrais impacts des décisions des puissants de la planète et à diffuser l'information de manière compréhensible aux peuples et aux mouvements sociaux du monde entier. Elle a appelé à renforcer le développement des luttes des mouvements sociaux en popularisant les victoires et en faisant partager les expériences, afin d'offrir un vrai avenir à tous les peuples et permettre à leur jeunesse de participer à la construction d'un monde juste. Affirmation de la pertinence d'une démarche politique alternative où la question des alliances à nouer à l'avenir n'a plus été taboue.

En somme, ce FSMp2006 de Bamako a été un réel lieu de mise en commun des résistances, de mise en place de réseaux, de partage d'expériences d'éducation populaire et d'échanges de connaissances. Ce premier Forum social mondial en terre africaine, où la question de la dette-outil de domination impérialiste est revenue de façon transversale dans la totalité des ateliers, a révélé la montée en puissance de la société civile africaine, particulièrement des femmes, des associations de jeunes, d'un jeune mouvement syndical combatif… Au FSM de janvier 2007, « unicentrique » cette fois-ci, au Kenya, les mouvements sociaux du continent devraient passer à la vitesse supérieure : je ne doute pas que la société civile malgache organisée y participera pleinement.

>> *Jean-Claude Rabeherifara*

---

(1) Voir http://www.pressafrique.com/m99.html

(2) Je peux me tromper mais, ma connaissance, une seule Malgache venant du pays a participé au FSM de Bamako. Les réseaux de la société civile malgache n'auront pas pu dépêcher de représentants à Bamako en raison du coût exorbitant du déplacement.

(3) Texte téléchargeable sur http://www.liberationafrique.org ou sur http://www.forumtiersmonde.net

Partenaire malgache.
L'ONG Taratra

Créée en 1994, l'ONG *Taratra* (littéralement : reflet) est une organisation nationale non-étatique, privée, indépendante, à but non lucratif, qui œuvre pour l'élimination de la pauvreté et pour l'instauration d'un développement effectif et durable à Madagascar, par l'instauration de modes d'existence durable pour et par les populations des différentes régions (*empowerment*).

Dans cette perspective, le mode d'intervention de Taratra consiste à appuyer les initiatives locales des populations en travaillant étroitement avec elles sous forme de partenariat où chaque partie apporte son savoir-faire, sa contribution et en définissant ensemble le processus à mettre en place pour atteindre l'objectif fixé. Dans ce cadre, l'« Organisation » (pour ONG Taratra) veille à ce que les actions à mener contribuent à ce que les populations :

- améliorent leur situation sociale et économique ;
- prennent en mains et maîtrisent leur auto promotion et leur développement ;
- sauvegardent leur identité culturelle ;
- protégent leur environnement ;
- renforcent leur organisation.

* Les actions de l'Organisation comportent 3 axes spécifiques et intimement unis qui sont :

1/ l'Axe « Eau/Hygiène/Assainissement », c'est-à-dire l'alimentation en eau potable des villages par puits munis de pompe à main, la construction de latrines, le lavage des mains avec du savon et l'hygiène corporelle en général... 70 % des actions de Taratra sont représentés par cet axe ;

2/ l'Axe « Agro-foresterie », à savoir la sensibilisation des villageois sur la sauvegarde de l'environnement, l'appui aux actions y afférant comme le reboisement, les actions de protection biologique… ;

3/ l'Axe « Appui aux initiatives locales de développement » qui comprennent entre autres l'information et la formation des populations concernées, les échanges entre communautés de base, le désendettement des paysans villageois, la promotion des petites entreprises qui travaillent dans le domaine de l'eau dont l'exemple le plus significatif a été la fabrication de pompe à main, la formation et la professionnalisation des maçons fabriquant de dalles Sanplat pour les latrines.

Pour ce qui concerne les sites d'intervention de Taratra, il convient de rappeler que l'une des orientations fondamentales de l'organisation, à sa création, a été d'intervenir dans les zones les plus défavorisées du pays et auprès des catégories et couches sociales les plus démunies. Aussi, le Sud du pays à savoir la province de Tuléar, classée officiellement dans les années 1994-1995 comme la province la plus pauvre du pays, a-t-elle été au départ sa principale zone d'intervention. Mais par les impacts de son travail dans le Sud sur les populations et l'écho que les populations des autres provinces ont entendu, elle a été invitée par celles-ci à travailler également avec elles.

Actuellement, l'Organisation travaille donc dans le Sud du pays, notamment à Ampanihy, Betioky, Bekily, Tsivory et Ranohira. Elle est intervenue aussi dans le Nord-ouest à Tsaratanana et Bealanana ainsi qu'à l'Ouest du pays à Miandrivazo, Malaimbandy et Mahabo, Morondava, Mandabe. Elle a également travaillé dans le Centre Sud à Ambalavao, Ihosy et Ikalamavony, dans le Sud-Est à Manakara et Vohipeno dans la province centrale d'Antananarivo à Soavinandriana et à Anjozorobe, et depuis l'année 2005 dans le Nord dans la région SAVA (Sambava, Andapa, Vohémar, Antalaha) de la province d'Antsiranana. Plus de 500 000 personnes sont touchées directement par les actions de l'Organisation sur l'ensemble du territoire national.

* *Sans être exhaustives, les données suivantes permettent d'avoir un aperçu général des réalisations et résultats obtenus avec les populations des différentes localités depuis 10 ans de 1994 à 2004, au plan quantitatif et qualitatif.*

En termes quantitatifs, il s'agit de :

- 850 villages alimentés en eau potable (puits) et 15 en adduction d'eau gravitaire ;
- 865 villages qui ont leur comité de l'eau ;
- 120 latrines mises en place avec la collaboration des familles ;
- 625 animations/sensibilisations faites dans le projet PAEPAR de la Banque Mondiale ;
- 625 pompes installées dans le cadre du PAEPAR (Projet pilote d'Approvisionnement en Eau potable et d'Assainissement en milieu Rural) ;
- 200 villages ayant bénéficié de la promotion à l'hygiène (utilisation du savon pour le lavage des mains, latrines,

gestion des ordures) dans le cadre du projet avec Wateraid et ANAE (Agence Nationale d'Action à l'Environnement) ;
- 45 retenues d'eau construites pour l'alimentation en eau du bétail ;
- 300 groupements de femmes appuyés dans le domaine de la culture maraîchère ;
- 150 pépinières villageoises mises en place ;
- 4 centres de formation sur la culture maraîchère et la production de jeunes plants ligneux mis en place (Ampanihy-Betioky-Ranohira et Mahabo) ;
- 1 Etude sur l'IEC (Information-Education-Communicatioon) à Madagascar faite avec l'appui de l'UNICEF/DEE ;
- 30 maçons formés pour la construction de latrines sanplat ;
- 40 échanges d'expériences entre les bénéficiaires appuyés ;
- 35 séances de réflexion avec les communautés de base sur la prise de décision ;
- 160 Comités de l'eau villageois encadrés avec 160 forages munis de pompe à main (avec JAP Co Ltd dans le projet « Eau souterraine de Morondava » ;
- 450 groupements accompagnés en désendettement et leur intégration dans la dynamique régionale (Ranohira-Ihosy-Ampanihy-Betioky-Miandrivazo (Action de Carême-Suisse) ;
- Etude sur le lavage des mains avec du savon (Banque mondiale/PEA).

Sont *en cours* :

- partenariat avec Ecoles du Monde dans le renforcement des capacités, la construction de puits autour des écoles où elles interviennent et formation à l'hygiène… ;
- structuration, formation et renforcement organisationnel de la Plate-forme de concertation « Toko Telo » (ou les « 3 piliers », à savoir l'administration, les élus, la société civile) dans l'Ouest, le Sud et le Centre du territoire national en vue du développement des zones rurales et sub-urbaines.

En termes qualitatifs globaux, on peut souligner :

- l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées : augmentation du taux de desserte et réduction notable du temps consacré à la recherche de l'eau, hausse du revenu favorisé par l'augmentation des surfaces arrosées, fertilisées et cultivées et par la vente sur les marchés des produits maraîchers, ouverture vers d'autres perspectives et nouvelles technologies de développement ;
- l'allègement de leur dépendance à l'égard des usuriers et la constitution progressive de groupements d'intérêt économique villageois grâce au fonctionnement du système de désendettement ;
- la diversification des sources de revenus des communautés rurales par la valorisation des ressources naturelles ;
- la prise en compte par les populations rurales des aspects environnementaux dans leurs actions de développement ;
- le renforcement de la cohésion sociale et de la solidarité communautaire sur la base de la valorisation des aspects les plus positifs des valeurs culturelles traditionnelles liées à la résolution commune des problèmes de développement ;
- le développement de l'accès aux informations et aux échanges malgré la prévalence de l'analphabétisme ;
- la participation des villageois à la gestion des différents volets de leur propre développement et à la conduite des affaires villageoises et inter-villageoises ;
- l'apprentissage sur la négociation, la structuration, la gestion, le pouvoir de décision, la capacité technique et gestionnaire ;

Taratra travaille en réseau ou entretient des relations étroites avec un grand nombre d'Organisations de la société civile à Madagascar et à l'extérieur, avec, en premier rang, celles qui opèrent directement dans son domaine d'intervention comme le « Réseau Eau et Assainissement », le réseau IRED (Institut de Recherches Environnementales pour le Développement), le réseau « Toko Telo » (Plate-forme des 3 acteurs - Société civile, Elus, Administration) sur les thèmes du développement intégré en milieu rural, le Groupe de réflexion sur l'Empowerrnent des communautés de base, le réseau FAN (Fresh Water Action Network), le réseau WASH (Water Supply and Sanitation Collaborative Council) etc. Mais elle est aussi un membre très actif de la Plate-forme nationale de la société civile malgache et du Comité DRV-Dinika sy Rindra ho an'ny Vehivavy (Concertation et Coordination des Associations et ONG/Femme de Madagascar).

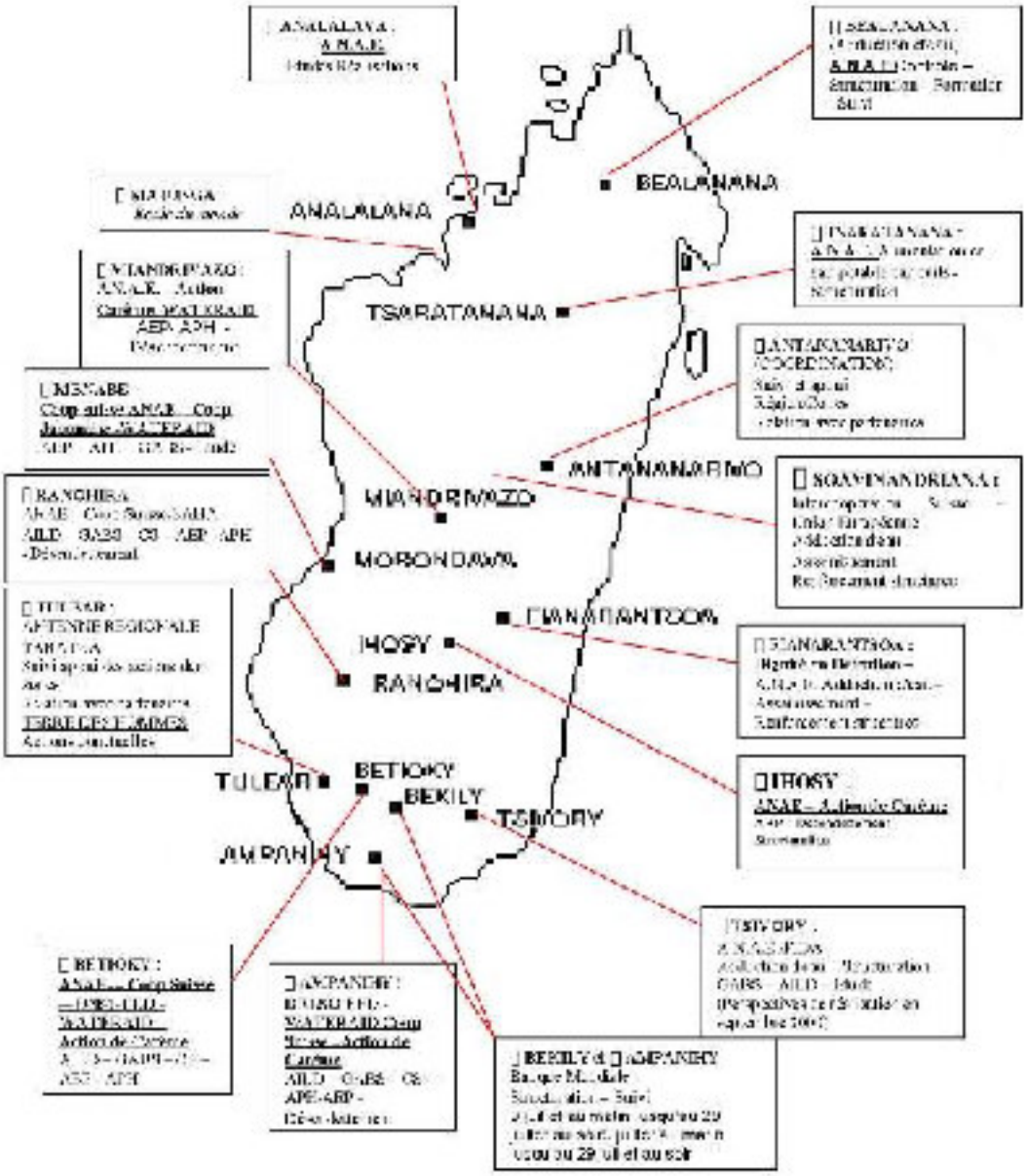
L'Organisation travaille en partenariat avec plusieurs organismes nationaux et internationaux. Au cours des 8 dernières années, elle a participé aux Conférences internationales sur l'eau à Washington en mai 1998, au Forum sur l'eau à la Haye en 2000, à la Conférence mondiale sur la vision 2001 au Brésil en 2000 et au Forum sur l'eau à Kyoto en 2003. Elle est intervenue au Colloque international « Le Kéré dans le contexte malgache » organisée par Hetsika Diaspora-France en décembre 2003 à Cachan (France) et qui fut pour Taratra le point de départ de nouvelles relations établies avec un certain nombre d'organisations comme le Consortium de solidarité avec Madagascar-CDSM, dont le président est venu à Madagascar et a visité des zones d'action Taratra dans le Sud, ou de partenariat effectif comme celui engagé avec Ecoles du Monde.

Si un certain nombre de changements sont constatés à Madagascar depuis la création de Taratra en 1994, la situation nationale, principalement caractérisée par la pauvreté en général, et par la pauvreté rurale en particulier, est restée la même si l'on se réfère aux chiffres et aux statistiques des institutions spécialisées et aux conditions de vie actuelles de l'ensemble des populations des 22 régions de Madagascar. Cependant, l'expérience de Taratra et les résultats obtenus, aussi minimes soient-ils, montrent clairement qu'il est possible de faire bouger et de changer les choses sous certaines conditions. Parmi celles-ci, les plus décisives sont : l'implication pleine et entière des populations à la base dans les projets et programmes de développement qui ont été définis avec eux et reflètent leurs besoins essentiels et leurs aspirations, la maîtrise des expertises nécessaires à leur appui tout en programmant dès le départ la possibilité de transférer les compétences dans la mesure du possible, la concertation et la collaboration des

principaux acteurs à la base (société civile, élus, administration, opérateurs économiques) autour des questions d'intérêt commun pour le développement, la capitalisation des expériences acquises et leur élargissement à un niveau supérieur pour les rendre durables, l'établissement d'un réseau multiple de partenariat pour appuyer les populations dans leur vision et leur action d'auto-promotion.

>> *Correspondants*

Organisation Taratra
Zones d'intervention – Activités – Partenaires financiers



Actions et projets.

La coopération ENM (Auxerre) - habitants de Befotaka-Nord et environs

Après avoir démarré en 2002 par des actions, à caractère d'urgence, demandées par Méline, une femme d'exception, infirmière malgache du dispensaire de Befotaka-Nord, l'association ENM a maintenant des priorités permettant aux habitants de retrouver d'abord une autonomie alimentaire, surtout pendant la période des pluies et, à terme, une autonomie financière.

En 4 ans, avec des fonds provenant uniquement de dons de particuliers, ENM a :

- amélioré, reconstruit après le cyclone *Gafilo* pour partie le CSBN II (Centre de soins de base de niveau II) de Befotaka, installé un cabinet dentaire, mis l'électricité solaire, payé une femme de ménage à l'année pour maintenir l'hygiène des lieux et salarié Méline, l'infirmière sage-femme, etc. ;
- financé une cantine publique animée par « Femmes, réveillons-nous » pour plus de 500 élèves en saison des pluies ;
- financé, à la demande expresse de Méline, la construction d'une bibliothèque publique contenant près de 10.000 livres scolaires et non scolaires, et salarié une bibliothécaire à l'année ;
- salarié 2 instituteurs dans le village de brousse d'Ambalasotry. L'école, qui compte plus de 100 élèves, est améliorée chaque année, par des financements ENM ;
- financé, fin 2005, la construction d'un complexe comprenant un groupe électrogène 10 kva, une décortiqueuse et un atelier de métallerie avec poste à souder à l'arc, qui a été remis à ENM-Madagascar et « Femmes, réveillons-nous » pour qu'il soit géré en totale autonomie. Le but étant que les fonds générés par les diverses activités soient réinvestis dans d'autres activités choisies par eux-mêmes.

Fin 2005, nous avons entamé une campagne de formation à la riziculture intensive ou améliorée SRI-SRA avec des techniciens malgaches d'Antananarivo, spécialisés en agriculture biologique, agroforesterie et maraîchage. Le succès et l'adhésion des agriculteurs, autant que celui des autorités locales, nous pousse à amplifier ce travail de formation.

Nos projets pour Befotaka-Nord et sa région pour les 5 années à venir

* Accroître en intensité et géographiquement ce travail de formation des autorités, des agriculteurs et même des enfants scolarisés au SRI-SRA, à l'agroforesterie et au maraîchage. Ce qui implique des financements accrus pour permettre aux agriculteurs des brousses éloignées d'accéder à ces connaissances modernes, fruits des travaux de recherche sur les besoins naturels des plantes cultivées. Suite à la croissance démographique, les espaces cultivés ne connaissent plus la jachère régénératrice. Il n'y a aucun apport de fertilisants naturels par méconnaissance des techniques de compostage, d'engrais verts et autres possibilités. Les engrais chimiques sont inabordables pour la plupart de ces agriculteurs.

Par ailleurs, des travaux d'irrigation et de drainage pour les rizières sont d'autant plus indispensables que le SRI nous apprend que le riz est une plante qui a autant besoin d'oxygène que d'eau. Ce qui veut dire, par exemple, qu'un film d'eau permanent, comme on le voit souvent autour de Tana, est contre-productif pour la croissance de la plante. L'accès à la connaissance en agriculture pour les 70 % de Malgaches qui vivent à la campagne nous semble prioritaire.

En finançant des techniciens agricoles, en intervenant dans la santé ou l'éducation, nous, petite ONG étrangère, faisons le travail que ne font pas les ministères de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Ces actions, nous, Français, les accepterions mal si elles se produisaient chez nous ; par exemple : si des ONG chinoises faisaient en France ce que nous faisons à Madagascar…

Le CADTM, Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (www.cadtm.org), nous apprend que, actuellement, 48% du budget malgache est consacré au remboursement de la dette publique. Que cette dette peut être considérée comme « odieuse » : les fonds prêtés, ayant été détournés par l'ancien président et certains décideurs politiques, n'ont pu profiter à la population qui, à travers ses impôts, rembourse la dette.

Conscient de cet état de fait, nous privilégions les relations de personne à personne et continuons nos actions dans la mesure où nous pouvons les contrôler d'une part, et surtout, dans la mesure où nous voyions les progrès dans l'autonomie des populations qu'elles atteignent.

* Financer le creusement de puits fermés avec pompe à main qui permettent d'obtenir de l'eau potable dans cette région. Les puits à ciel ouvert, comme ceux récemment creusés par La Banque mondiale à Befotaka-Nord, nous semblent être une véritable hérésie. Avec le palu, la dysenterie est dans la région la plus grande cause de maladie grave ; les enfants y sont particulièrement sensibles. L'association Taratra est actuellement capable de créer des puits au prix d'environ 1200 euros. Notre projet serait de quadriller la zone avec des puits à pompe : financièrement, bien sûr, hors de notre portée.

Les 2 axes de nos actions : la culture améliorée du riz et l'accès à l'eau potable pour tous.

>> *Nicolas Sersiron, président de ENM (www.echangenonmarchand.org)*

Echos du Capricorne et Zooma Capricorne.

Passions malgaches sur les ondes multiculturelles franciliennes…

Bientôt huit ans que cela dure et, plus que jamais, ça roule… Mercredi 4 novembre 1998, 20h.30, en direct sur 106.3 Mhz en Région parisienne, début de la session inaugurale des « Echos du Capricorne » ! Cela se passait alors à Saint-Denis en banlieue rouge parisienne dans une sorte d'ancien entrepôt ou d'ancienne usine comme tout droit sorti des décors des BD d'Enki Bilal ou de Tanino Liberatore…

La radio qui héberge l'émission malgache Les Echos du Capricorne est FPP ou Fréquence Paris-Plurielle, radio au slogan tout simple : « A vos oreilles ! »… Elle a été créée en 1992 afin de doter la bande FM en Ile-de-France d'une radio réellement associative. Issue d'un regroupement entre différents secteurs exclus du paysage audiovisuel français, elle a développé un média proche des luttes et des alternatives politiques et sociales. Sa pluralité repose sur plus de soixante-dix émissions dont 90% sont hebdomadaires. Ses programmes sont réalisés par une multitude de bénévoles qui se relayent dans les studios des locaux de la radio. FPP est aussi un lieu de libre expression des différentes communautés issues de l'immigration et des minorités sociales qui combattent toutes les exclusions et oppressions. Membre de la confédération nationale des radios libres, FPP ne diffuse aucune publicité, promeut l'activité culturelle et en débat, en privilégiant celle issue du secteur associatif, indépendant et non commercial.

Une mutation, une dynamique et un besoin…

Des voix et des sons malgaches occupant leur créneau, parmi une multitude de nationalités et d'associations, sur Fréquence Paris-Plurielle : l'événement était remarquable à plus d'un titre. En France, les communautés malgaches avaient, depuis bien longtemps, la réputation d'être repliées sur elles-mêmes et, particulièrement, d'ignorer (voire de regarder de haut) les autres Non-français… Au point que, en 1993-1994 à l'époque des Lois Pasqua, il a fallu construire un comité de défense des ressortissants malgaches en France (KmzMF, Komity miaro ny zon'ny Malagasy eto Frantsa) à distance des collectifs unitaires et multinationaux établis (Saint-Bernard, Pajol etc.) et donc encaisser les accusations injustes et injustifiées portées par certains milieux progressistes français bien-pensants de laisser du champ à une dérive « communautariste ». « Mentalité d'insulaires », justifiait-on un peu facilement, il est vrai ! Alors se mélanger à d'autres dans une grille radiophonique… au su et au vu de tous…, il fallait le faire ! Chapeau donc à Claudia, Claudie, Fano et Jean-Louis, les fondateurs de l'émission…

Le contexte se prêtait en fait à cette fondation. L'émigration malgache subit, à la fin des années soixante-dix, des mutations profondes avec la faillite du socialisme administratif à Madagascar, de son économie et de son système éducatif : on part massivement à l'étranger pour les études mais, plus encore, pour fuir la misère inhérente à l'impasse néo-coloniale qui gangrène l'« Ile rouge », dans l'espoir (avoué ou tu) de pouvoir de loin « sauver les siens proches au moins »… De fait, fin des années quatre-vingt et début des années quatre-vingt-dix, les émigrés malgaches sont potentiellement solidaires des mobilisations au pays pour la démocratie : c'était particulièrement le cas en France. De là, une explosion du système des « media malgaches » dans l'espace hexagonal, conséquence d'un appétit grandissant de nouvelles de « là-bas » : ainsi coexisteront à cette période Antso (AEOM), Lettre Mensuelle sur Madagascar (Forces Vives), Gisa Avo Vava, Vatsy (mouvance protestante FPMA), Madagascar Magazine etc. La genèse d'émissions radio malgaches procède de cette même dynamique et de ces mêmes besoins…

En Ile-de-France (que je connais mieux parce que j'y réside), l'immigré malgache contemporain est désormais confronté à une diversification sans précédent des « institutions » fonctionnant comme repères-et-refuges. Avant, les Malgaches se retrouvaient couramment et massivement dans les temples et les églises : pour leur foi bien sûr mais aussi, parfois, pour diverses autres raisons comme chanter, se faire voir ou mettre en œuvre quelque stratégie matrimoniale (et pourquoi pas ?). Bien sûr, il y avait quelques autres institutions mais plutôt marginales : dans les années quatre-vingt, on croisait facilement des petites grappes d'habitués malgaches venant écouter jouer des compatriotes établis à La Périgourdine, à La Huchette ou en quelques salles du Quartier Latin. Puis les émissions radio sont, elles aussi, devenues par la suite des institutions repères-et-refuges qui permettent de « se retrouver sur les ondes » : l'émission Les Echos du Capricorne (que j'aime appeler affectueusement « Les Zékos ») est une référence en l'espèce…

Pour ceux qui l'ignorent encore, Les Echos du Capricorne est une émission radio qui est réalisée en direct, en bilingue (français et malgache) et commence immanquablement par le célèbre standard « Salama 'nareo tompoko ô ! » (littéralement : Salut à vous !) du regretté Rakotozafy, grand maître de valiha. Emission d'information et de dialogue sur les réalités culturelles, sociales, économiques et politiques de Madagascar et de la région de l'Océan indien, elle offre en outre une tribune (autonome et indépendante) où tous les acteurs de la vie associative et les membres de la communauté peuvent s'exprimer. En fait, il est question d'« écho » parce que l'émission se veut être une caisse de résonance pour tout ce qui se passe à Madagascar et dans sa zone géographique en général et de « Capricorne », pour l'ambiance de l'émission, chaude et tropicale d'où l'allusion au Tropique du Capricorne qui traverse Madagascar dans sa partie sud.

Créneaux horaires et contenus

En fait, en termes d'organisation, l'affaire est devenue un peu plus complexe. L'émission Les Echos du Capricorne passe (depuis novembre 1998) tous les mercredis de

20 h. 30 à 21 h. 30 et est rediffusée le lendemain jeudi de 11 h. à midi. Mais, depuis le 13 avril 2001 l'émission s'est renforcée d'un magazine en production (c'est-à-dire enregistrée) intitulée « Zooma Capricorne », diffusée les vendredis matins à partir de 6 heures. En résumé : direct le mercredi soir, rediffusion le jeudi matin et magazine en production le vendredi, mais il s'agit bien du même groupe d'émission Les Echos du Capricorne.

Le mercredi soir pendant une heure, plusieurs des rubriques suivantes sont abordées : Infos, Histoire, Politique, Faits de société, Economie, Arts (d'une manière générale : la musique, l'art culinaire, l'art plastique, l'art lyrique etc.), Culture (à travers les coutumes, les mœurs, les poèmes, les contes…). Ce créneau vespéral comporte le plus souvent des interviews d'invités divers pour traiter de leur « actu » ou de points de l'actualité malgache. Les éditos en français et en malagasy permettent de saluer les auditeurs, de présenter le programme, de proposer des échos des manifestations ou des découvertes et « coups de cœur » (sorties disques, librairie etc.). Le flash d'informations (qui fait ressortir les points saillants de l'actualité à Madagascar) est suivi d'une rubrique Agenda pour l'Ile-de-France (annonces de soirées, concerts, manifestations associatives etc.) qui, en général, termine le programme de la soirée.

Le Zooma Capricorne du vendredi matin de 6 h. à 8 h. est un magazine ouvert sur des dossiers d'actualité et présente également un panorama culturel et musical de l'île de Madagascar avec, aussi, des excursions dans l'Océan indien. Ainsi sont donc proposés dans ce créneau : des musiques de toute l'île du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est en passant par les Hautes-terres et des productions des artistes malgaches installés à l'extérieur de l'île, un flash d'informations, une rubrique Agenda des manifestations en Région parisienne et, en alternance, une tribune des associations, des rencontres radiophoniques avec des artistes et diverses personnalités, mais aussi des chroniques, des diffusions de conférences-débats, des interviewes dans leur version intégrale…

Outils dérivés : Website et e-zin

L'émission Les Echos du Capricorne développe depuis décembre 1998 son propre site Internet : http://www.echoscapricorne.org. Ce site donne :

- des informations générales sur le groupe d'émissions Les Echos du Capricorne, le programme des émissions de la semaine en cours (mercredi soir, jeudi matin et vendredi matin), l'agenda « Sorties 'malgaches' sur Paris et la Région d'Ile-de-France » (concerts, rencontres, événements), des échos en images de concerts et manifestations malgaches en Région parisienne, des archives, des transcriptions d'émissions passées choisies… ;
- des informations pratiques sur différents domaines et sujets concernant Madagascar, les Malgaches, la diaspora : le tourisme, la littérature, le culinaire, la musique, notamment ;
- des références de livres, de disques ou de films, des adresses utiles ;
- divers liens Internet recommandés et un kiosque à idées où le visiteur peut s'exprimer.

En avril 2005, la Lettre d'information (commencée en juillet 1999) des Echos du Capricorne a pris la forme d'un un « E-zin Echos du Capricorne », toujours livré à la demande.

Citoyenneté, modernité et pérennisation

Aux Echos du Capricorne, animateurs, chroniqueurs et techniciens sont tous amateurs bénévoles. Ce sont de simples citoyens qui souhaitent avant tout partager avec les auditeurs leur intérêt pour Madagascar. Et dans cette optique, l'autonomie et l'indépendance sont les postures revendiquées, valorisées et mises en pratique.

L'expérience de la création et du développement des Echos du Capricorne comme émission radiophonique aura été, à mon sens, largement probante en faisant partie de ces réalisations qui démentent un tant soit peu le malgacho-pessimisme ambiant. Mais il faut surtout voir qu'il y a beaucoup de lucidité à la construction de cette sorte de « success story » : un fonctionnement citoyen et moderne qui se donne les moyens de durer.

Durer ? Je signalerais juste que l'association (Loi 1901) Les Amis des Echos du Capricorne, association culturelle, littéraire et artistique, s'est constituée récemment à l'initiative des fondateurs du groupe d'émissions radiophoniques hebdomadaires. Dans son texte fondateur, elle fait appel à toutes les compétences reconnues pour satisfaire deux objectifs principaux : la sauvegarde du patrimoine – héritage culturel, littéraire et artistique – de Madagascar, la transmission des valeurs traditionnelles malgaches – us et coutumes de l'Ile rouge. Voilà donc un atout et un appui à la pérennisation de l'« entreprise »…

Quoi dire d'autre dès lors sinon souhaiter longue vie aux Echos du Capricorne et bonne besogne au service de l'intelligence et de l'esthétique si loin du pays mais avec les amis et alliés d'ici… Dernier clin d'œil, peut-être, pour RFPP (Radio Fréquence Paris-Plurielle) à laquelle le sort des Echos du Capricorne est, d'une certaine manière, lié : elle a émigré depuis quelques années dans le 18ème arrondissement de Paris, plus exactement dans un quartier populaire en pleine réhabilitation et c'est exaltant ; de l'autre côté, et c'est assez préoccupant, les radios associatives comme elle sont actuellement menacées de faillite par des mesures liberticides (cf. pétition "Radios associatives en danger, liberté d'expression menacée" http://www.rfpp.net/article.php3?id_article=280). Un outil citoyen, un bien public, à défendre à tout prix…

>> *Jean-Claude Rabeherifara*

Les Echos du Capricorne, émission de radio malgache sur Radio Fréquence Paris Plurielle 106.3-FM
* En direct tous les mercredis de 20h30 à 21h30,
* Rediffusion les jeudis de 11h00 à 12h00 et
* Magazine en production les vendredis de 6h30 à 8h00

Sur la Toile :
- en direct : http://www.rfpp.net
- en différé : http://www.gazetynety.org/radio.pls
- en archives : http://www.emap.fm
et http://www.madagate.com

Contacts et infos au tél. 01 45 46 27 99 ;
e-mail : info@echoscapricorne.org
Site Internet : http://www.echoscapricorne.org

Vient de sortir.

Aux origines du mai malgache. Désir d'école et compétition sociale, 1951-1972

Dans cet ouvrage qui devait au départ être une thèse, la regrettée Anne-Marie Goguel, philosophe spécialisée en sciences de l'éducation, s'interroge sur les origines lointaines des grèves scolaires et étudiantes qui firent tomber la Première république malgache en mai 1972. L'auteure combine dans ce travail l'expérience de « terrain » de 10 ans d'enseignement dans les lycées de la capitale, entre 1961 et 1971, avec les lectures et recherches d'archives menées en France après son retour pour souligner la difficile trajectoire de l'enseignement dans ce pays, entre colonisation et coopération. Elle développe un paradoxe. L'école, remarquablement implantée à tous les niveaux avant la colonisation, avec des manuels en malgache, est ensuite francisée et maintenue en position subalterne. Elle revient au centre des préoccupations des nouveaux dirigeants après l'indépendance. D'où aussi la deuxième dimension du livre : l'enseignement à Madagascar devient un lieu d'analyse privilégié du phénomène de la coopération.

* Anne-Marie Goguel, ***Aux origines du mai malgache. Désir d'école et compétition sociale 1951-1972*** – Préface de Roselyne Rahanivoson et Françoise Raison-Jourde (Karthala, « Hommes et sociétés », 384 pages). Prix éditeur : 29 euros. www.karthala.fr]

Réfugiés et apatrides.

Madagascar : « pays sûr », pour l'OFPRA

Réuni le 3 mai 2006, le Conseil d'administration de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides – qui examine les demandes d'asile politique) a complété la première liste de pays d'origine considérés comme « sûrs » votée le 30 juin 2005. L'Albanie, l'ARYM (Macédoine), Madagascar, le Niger et la Tanzanie s'ajoutent aux 12 autres pays dont les ressortissants voient leurs demandes instruites dans le cadre de la procédure prioritaire… Artifice qui permet de rejeter quasi immédiatement les demandes des originaires des pays ainsi listés. (Source : www.ofpra.gouv.fr)

Dans les media…

* ELECTION – Ravalomanana fait un clin d'œil aux administrateurs civils

« La démarche du chef de l'Etat semble fixée sur les élections futures. La remise de 77 voitures 4x4 et d'Ar 100 millions aux administrateurs paraît entrer dans le cadre des dernières opérations pour la préparation des élections, si l'on se réfère au tableau de bord établi par le ministère de l'Intérieur et de la réforme administrative.

« La dotation de matériels roulants pour chaque district devra être réalisée au mois de septembre. Elle bouclera les préparatifs, prévus avant fin septembre, des élections au sein du MIRA. Cela lui donnera, avec la cérémonie d'hier, une longueur d'avance, si l'on se réfère toujours à ce même tableau de bord.

« L'entrevue entre le chef de l'Etat et les représentants des administrateurs civils, ressemble également à une opération de mise en confiance de leur corps, corps amené par Gervais Rakotonirina et Hary Randriamboavonjy. Ces derniers occupent respectivement le poste de secrétaire général du ministère de l'Intérieur et celui de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire.

« Depuis 2002, le corps des administrateurs civils ne cesse de réclamer une reconsidération de leur situation. Les revendications du Syndicat des administrateurs civils (Synad) le prouvent. Certains d'entre eux se sentent même, à tort ou à raison, écartés du pouvoir à cause de leur attitude, quand ils étaient sous-préfets ou préfets, dans la crise de 2002. »

Iloniaina A.

[(Source : http://www.lexpressmada.com (L'Express de Madagascar), 9 mai 2006)]

* Chronique de la misère au quotidien

Midi Madagasikara, *dans un article au goût amer, rend compte avec un humour désespéré, des subtilités quotidiennes auxquelles se livrent les petites gens pour survivre... Un grand moment de réalisme, tragique.*

« Le propre du Malgache est de paraître pour ce qu'il n'est pas. Un tel ou une telle sort de chez lui impeccablement vêtu et coiffé. Malheureusement sans rien dans le ventre. Beaucoup préfèrent en effet sacrifier le repas quotidien et dépenser plus que de raison pour les fringues. Pour ne prendre que cet exemple. C'est ainsi que des gens deviennent maîtres dans l'art de tromper la misère et notamment la faim. Ils inventent toutes sortes d'artifices. À Andavamamba et à Anosizato, des familles arrivent jusqu'à économiser les tiges d'allumette en les coupant en deux (en longueur) afin d'obtenir deux demi-tiges. Dans le Vakinankaratra, les paysans sont réduits à acheter les allumettes au détail. La boîte de 35 habituellement vendue à Ar 70 finit par se vendre à Ar 100 ou Ar 150 car ils achètent les tiges une à une pour Ar 5. Les foyers conservent précieusement les boîtes pour ne pas en acheter plus tard.

Les écoliers font leur devoir au coin du feu !

« De même pour les bougies. Délestage aidant, les Malgaches recourent de plus en plus à cette source de lumière dont les prix grimpent tout aussi vertigineusement. Au prix de détail, une bougie vaut Ar 200 (moyenne) ou Ar 150 (la plus petite taille). L'astuce dans son utilisation est le fait de l'enrouler dans du papier couché afin qu'elle se consume le plus lentement possible. Tout autre papier ne donne pas un meilleur résultat. Certains ont calculé qu'une bougie enroulée dans un papier couché peut tenir jusqu'à 9 heures. La même bougie peut ainsi être utilisée durant deux ou trois jours. Car les familles paysannes couchent avec les poules, c'est-à-dire au coucher du soleil, mettent la lumière deux à trois heures, se mettent au lit très tôt (19h30 pour beaucoup). En matière de « sakafo », le dénuement du portefeuille et concomitamment des marmites, n'entame guère le génie du peuple. Faute de pouvoir s'acheter du riz au kilo (autour de Ar 800), les mères de famille ont adopté la nouvelle mesure : la boîte de tomate purée communément appelée Madco. Si le kapoaka de riz habituel (boîte de Nestlé) se vend aux environs de Ar 300, le kapoaka de Madco coûte moins de Ar 100. Désormais, la cuisson du riz se fait « à point » avec beaucoup d'eau. Entre bien cuit et pas cuit du tout. Une telle cuisson fait ralentir la digestion et donnerait l'impression de ne pas avoir faim jusqu'avant l'heure du prochain repas. C'est-à-dire le lendemain. Jadis, cette cuisson était réservée aux « journaliers » qui vendent la force de leur bras aux propriétaires terriens contre une bouchée de riz. En matière de « laoka », accompagnement du riz, la viande, les poissons et le poulet frais ont depuis longtemps déserté le garde-manger ! C'est la raison pour laquelle le commerce de poissons séchés n'a jamais faibli dans tout le pays. Les brèdes ou « anana » sont aussi des palliatifs aux viandes. Les Malgaches n'ayant pas l'habitude de consommer les légumes, la plupart d'entre eux se ruent donc vers les « anana » qu'ils assaisonnent avec le quart ou la moitié d'un cube de Maggi ou de Jumbo (respectivement Ar 25 et Ar 50) économisant ainsi à la fois le sel et la sauce. Et donnant au « laoka » une odeur artificielle de viande ou de poissons ou de poulet. Que dire de plus sinon qu'à part de rares exceptions, les gens continuent toujours de dire la bénédiction avant et après avoir mangé. »

[Source **:** http://www.clicanoo.com (Journal de l'Ile de La Réunion) ; article mis en ligne le 10 mai 2006, 10h53]

Consortium de solidarité avec Madagascar – *La Lettre*
23 rue Jean Brunet 92190 Meudon – tél. 01.45.34.58.48 – e-mail : lalettre_mada@yahoo.fr
http://madagasconsortium.free.fr

Ont participé à la rédaction de ce numéro :
J.-Y. Barrère, J.-C. Rabeherifara, N. Sersiron et divers correspondants

Le *Consortium* possède à présent son site http://madagasconsortium.free.fr sur la toile ! Nous vous invitons à le consulter pour y trouver les versions longues de certains articles, des informations sur le fonctionnement du *Consortium*, ses partenaires etc. N'hésitez pas à nous envoyer des commentaires, précisions, compléments d'information sur le contenu de cette *Lettre*, à l'adresse : lalettre_mada@yahoo.fr